

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 30 janvier 2014
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Emploi, rémunération et heures de travail, novembre 2013	2
La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 928 \$ en novembre, en hausse de 0,9 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 2,5 %.	
Services de restauration et débits de boissons, novembre 2013	9
L'économie souterraine au Canada, 2011	11
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, octobre 2013	13
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, décembre 2013	14
Étude longitudinale et internationale des adultes, 2012	15
Nouveaux produits et études	16



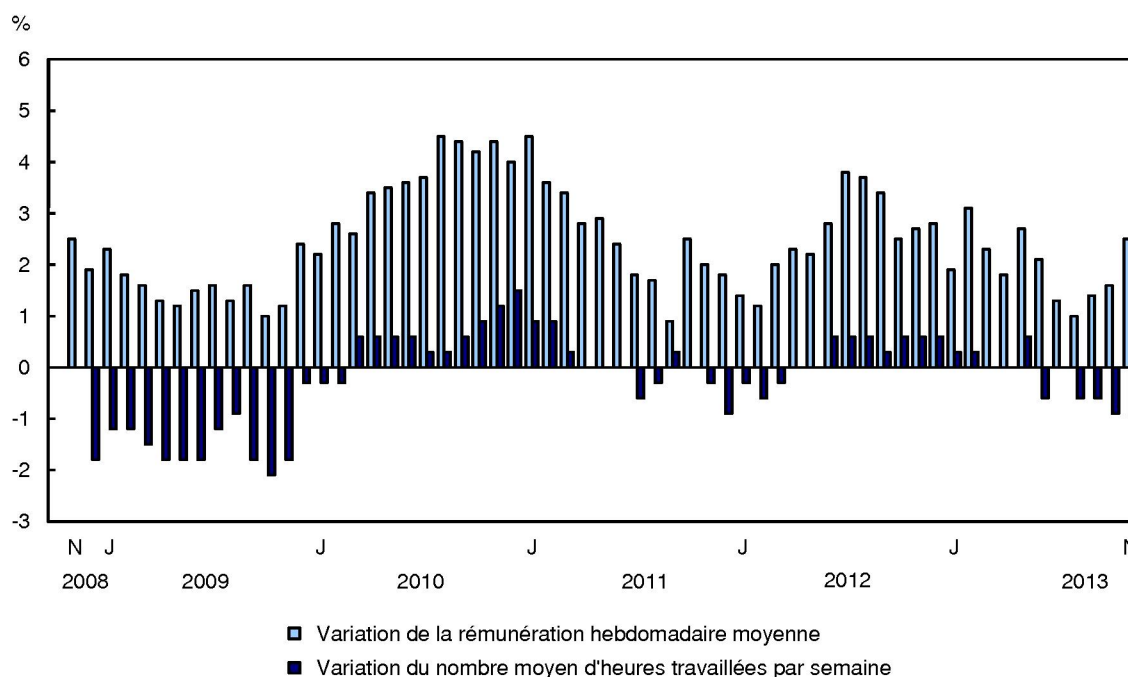
Communiqués

Emploi, rémunération et heures de travail, novembre 2013

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 928 \$ en novembre, en hausse de 0,9 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 2,5 %.

Graphique 1

Variation d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine



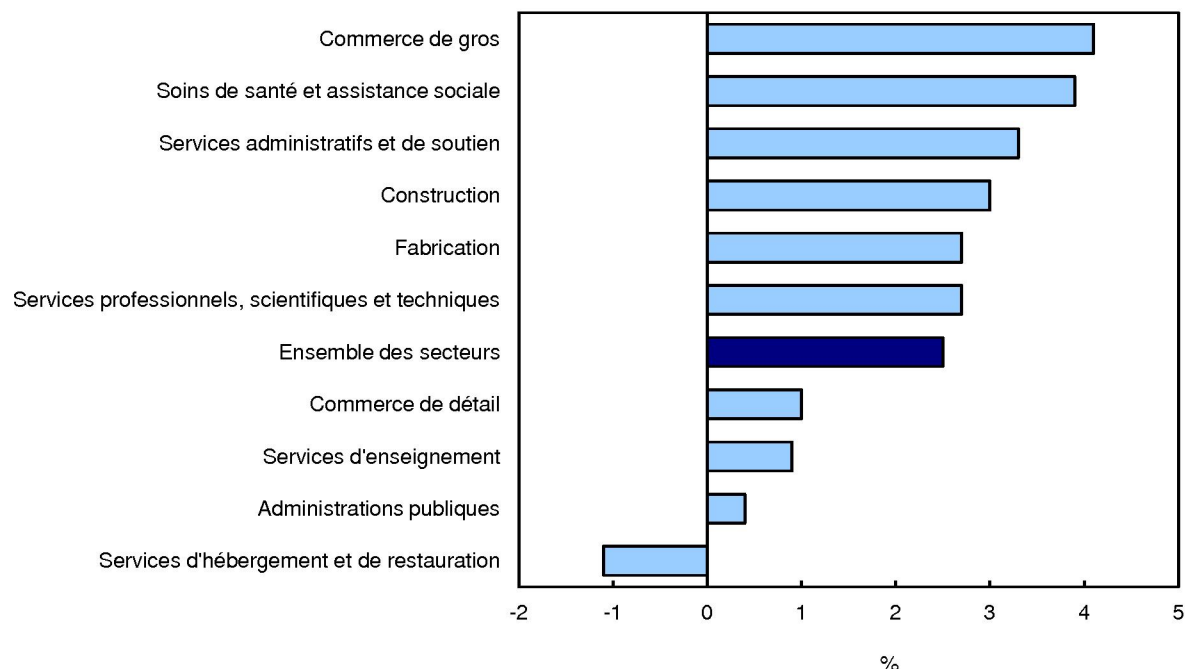
La hausse de 2,5 % de la rémunération hebdomadaire au cours des 12 mois ayant pris fin en novembre s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience de travail ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine. En novembre, les employés salariés non agricoles ont travaillé 32,8 heures par semaine en moyenne, soit autant que le mois précédent, mais moins que les 33,1 heures travaillées en novembre 2012.

Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

De novembre 2012 à novembre 2013, la rémunération hebdomadaire moyenne a été supérieure à la moyenne nationale dans 6 des 10 principaux secteurs d'activité, tout particulièrement dans le secteur du commerce de gros et dans celui des soins de santé et de l'assistance sociale.

Graphique 2

Variation d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, novembre 2012 à novembre 2013



La rémunération hebdomadaire moyenne dans le commerce de gros a augmenté de 4,1 % au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en novembre pour se chiffrer à 1 100 \$, et la plupart des industries du secteur ont contribué à la croissance.

Par rapport à novembre 2012, la rémunération dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a progressé de 3,9 % pour atteindre 858 \$, et les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les hôpitaux et dans l'assistance sociale.

La rémunération hebdomadaire dans les services administratifs et de soutien a augmenté de 3,3 % pour se fixer à 749 \$, et des hausses appréciables ont été observées dans les services de soutien aux entreprises et dans les services d'enquêtes et de sécurité.

Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération moyenne dans le secteur de la construction a progressé de 3,0 % pour atteindre 1 221 \$. Les hausses les plus marquées ont été observées dans les travaux de génie civil.

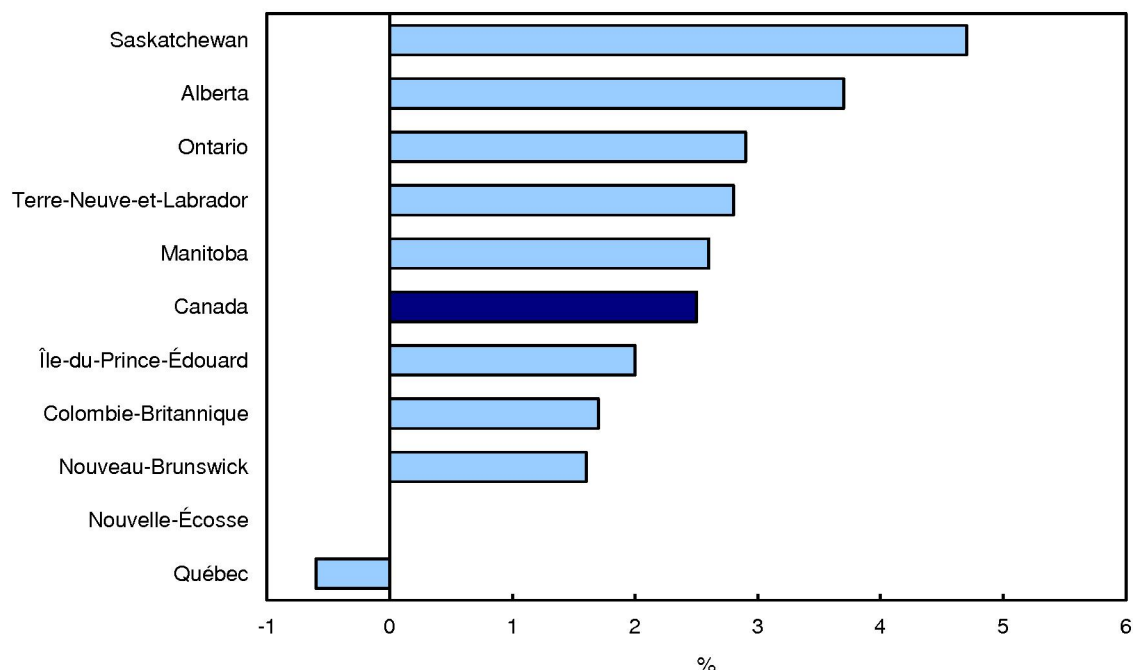
Dans les services d'hébergement et de restauration, la rémunération a légèrement diminué par rapport à novembre 2012 pour passer à 367 \$, à la suite des baisses enregistrées dans les restaurants à service complet et dans les établissements de restauration à service restreint.

Rémunération hebdomadaire moyenne par province

Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération des employés salariés non agricoles a augmenté dans huit provinces, la Saskatchewan et l'Alberta ayant affiché les plus fortes croissances. Parallèlement, la rémunération a diminué au Québec, alors qu'elle a peu varié en Nouvelle-Écosse.

Graphique 3

Croissance d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne par province, novembre 2012 à novembre 2013



En Saskatchewan, la rémunération hebdomadaire a progressé de 4,7 % entre novembre 2012 et novembre 2013 pour atteindre 967 \$, et cette progression était surtout attribuable à la hausse enregistrée dans les secteurs de la fabrication, de la construction, du commerce de détail et des services d'enseignement. La rémunération hebdomadaire dans cette province est supérieure à la moyenne nationale depuis août 2011.

En Alberta, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,7 % pour atteindre 1 131 \$, et la plupart des secteurs ont enregistré une croissance. En novembre, la rémunération dans cette province était d'au moins 17 % plus élevée que dans toute autre province.

Par rapport à novembre 2012, la rémunération au Québec a diminué de 0,6 % pour passer à 831 \$. Les baisses se sont réparties dans cinq des principaux secteurs d'activité, les plus fortes étant survenues dans les services d'hébergement et de restauration et dans la construction. Ces reculs de la rémunération ont été partiellement contrebalancés par des hausses qui ont eu lieu dans le commerce de gros ainsi que dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale.

Emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre total d'employés salariés non agricoles a diminué de 27 600 en novembre, après avoir augmenté de 19 600 en octobre. Plusieurs industries du secteur des services comptaient moins d'employés en novembre, notamment les services d'hébergement et de restauration et le commerce de détail.

Au cours des 12 mois ayant pris fin en novembre, le nombre d'employés salariés non agricoles a progressé de 118 300 ou de 0,8 %.

Parmi l'ensemble des secteurs, celui des services immobiliers, de la location et de la location à bail a enregistré la croissance la plus élevée de l'emploi salarié sur 12 mois, soit 5,2 %. L'emploi dans ce secteur suit une tendance à la hausse depuis décembre 2012. Entre novembre 2012 et novembre 2013, l'emploi a aussi connu une progression notable dans les services d'enseignement (+3,3 %), dans le secteur de la construction (+3,2 %) ainsi que dans les services d'hébergement et de restauration (+2,3 %).

Depuis novembre 2012, l'emploi a sensiblement diminué dans les services publics (-4,2 %), dans le secteur de l'information et de la culture (-1,7 %) et dans le secteur de la fabrication (-1,6 %).

Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est une combinaison d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada et des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, laquelle recueille de l'information auprès d'un échantillon de 15 000 établissements. Son principal objectif est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Cette analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques.

Les données sur les employés rémunérés non agricoles portent sur tous les employés rémunérés à l'heure et les salariés, ainsi que sur la catégorie des « autres employés », qui comprend les employés payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les employés rémunérés à l'heure et les salariés, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre d'employés.

Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à demander et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Révisions

À compter de la diffusion des données de janvier, qui aura lieu le 31 mars, l'EERH s'appuiera sur une méthode supplémentaire pour attribuer les codes du SCIAN de 2012 aux entreprises. Cette modification se traduira par une baisse du niveau d'emploi salarié actuel dans la catégorie des entreprises non classées, alors que des hausses correspondantes seront observées dans diverses industries classées. Cette méthode sera appliquée rétrospectivement jusqu'en 2008.

Parallèlement, les données désaisonnalisées seront révisées à l'aide des facteurs saisonniers les plus récents. Un petit nombre d'industries feront aussi l'objet de révisions chronologiques selon la province ou le territoire. La révision chronologique de ces données remontera à 2001.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés – Données désaisonnalisées

	Novembre 2012	Octobre 2013 ^r	Novembre 2013 ^p	Octobre à novembre 2013	Novembre 2012 à novembre 2013	Octobre à novembre 2013	Novembre 2012 à novembre 2013
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	905,19	919,64	927,61	7,97	22,42	0,9	2,5
Foresterie, exploitation et soutien	1 049,08	1 040,41	1 059,92	19,51	10,84	1,9	1,0
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	1 870,40	1 921,14	1 957,05	35,91	86,65	1,9	4,6
Services publics	1 605,07	1 631,08	1 728,41	97,33	123,34	6,0	7,7
Construction	1 185,65	1 234,01	1 221,45	-12,56	35,80	-1,0	3,0
Fabrication	1 000,45	1 015,63	1 027,93	12,30	27,48	1,2	2,7
Commerce de gros	1 056,53	1 068,02	1 100,03	32,01	43,50	3,0	4,1
Commerce de détail	527,21	530,01	532,41	2,40	5,20	0,5	1,0
Transport et entreposage	941,30	977,58	969,44	-8,14	28,14	-0,8	3,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 125,90	1 095,23	1 153,55	58,32	27,65	5,3	2,5
Finance et assurances	1 100,66	1 122,30	1 151,91	29,61	51,25	2,6	4,7
Services immobiliers, de location et de location à bail	867,56	872,24	907,50	35,26	39,94	4,0	4,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 265,00	1 290,78	1 298,80	8,02	33,80	0,6	2,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 228,25	1 241,84	1 304,50	62,66	76,25	5,0	6,2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	725,34	763,41	749,27	-14,14	23,93	-1,9	3,3
Services d'enseignement	986,71	990,04	995,24	5,20	8,53	0,5	0,9
Soins de santé et assistance sociale	826,04	841,19	858,19	17,00	32,15	2,0	3,9
Arts, spectacles et loisirs	540,13	575,88	577,45	1,57	37,32	0,3	6,9
Services d'hébergement et de restauration	370,78	366,18	366,72	0,54	-4,06	0,1	-1,1
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	761,44	753,53	767,52	13,99	6,08	1,9	0,8
Administrations publiques	1 169,95	1 176,71	1 174,19	-2,52	4,24	-0,2	0,4
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	933,11	967,37	959,41	-7,96	26,30	-0,8	2,8
Île-du-Prince-Édouard	744,61	757,27	759,24	1,97	14,63	0,3	2,0
Nouvelle-Écosse	810,81	809,69	810,92	1,23	0,11	0,2	0,0
Nouveau-Brunswick	813,59	811,70	826,59	14,89	13,00	1,8	1,6
Québec	836,45	854,45	831,34	-23,11	-5,11	-2,7	-0,6
Ontario	913,60	927,49	939,83	12,34	26,23	1,3	2,9
Manitoba	835,28	829,50	857,06	27,56	21,78	3,3	2,6
Saskatchewan	924,45	945,74	967,45	21,71	43,00	2,3	4,7
Alberta	1 091,24	1 126,96	1 131,40	4,44	40,16	0,4	3,7
Colombie-Britannique	876,80	877,46	892,14	14,68	15,34	1,7	1,7
Yukon	993,00	991,50	1 009,56	18,06	16,56	1,8	1,7
Territoires du Nord-Ouest	1 295,29	1 328,61	1 337,17	8,56	41,88	0,6	3,2
Nunavut	969,81	989,68	1 096,53	106,85	126,72	10,8	13,1

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 281-0063. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.

Tableau 2
Nombre de salariés – Données désaisonnalisées

	Novembre 2012	Octobre 2013 ^r	Novembre 2013 ^p	Octobre à novembre 2013	Novembre 2012 à novembre 2013	Octobre à novembre 2013	Novembre 2012 à novembre 2013
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	15 339,1	15 484,9	15 457,4	-27,6	118,3	-0,2	0,8
Foresterie, exploitation et soutien	38,0	37,7	37,9	0,2	-0,1	0,5	-0,2
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	226,8	225,9	225,3	-0,6	-1,5	-0,3	-0,6
Services publics	122,2	117,8	117,1	-0,7	-5,1	-0,6	-4,2
Construction	906,4	932,6	935,1	2,5	28,7	0,3	3,2
Fabrication	1 487,0	1 466,8	1 463,9	-2,9	-23,1	-0,2	-1,6
Commerce de gros	761,6	764,3	765,3	1,0	3,7	0,1	0,5
Commerce de détail	1 879,1	1 881,1	1 874,7	-6,4	-4,4	-0,3	-0,2
Transport et entreposage	712,2	717,3	719,5	2,2	7,3	0,3	1,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	323,0	319,1	317,6	-1,5	-5,4	-0,5	-1,7
Finance et assurances	699,3	702,4	700,3	-2,1	1,0	-0,3	0,1
Services immobiliers, de location et de location à bail	257,7	271,2	271,0	-0,2	13,3	-0,1	5,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	803,6	812,9	810,9	-2,0	7,3	-0,2	0,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	109,6	105,4	104,8	-0,6	-4,8	-0,6	-4,4
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	759,1	774,0	771,3	-2,7	12,2	-0,3	1,6
Services d'enseignement	1 182,0	1 217,3	1 220,5	3,2	38,5	0,3	3,3
Soins de santé et assistance sociale	1 705,1	1 721,6	1 723,8	2,2	18,7	0,1	1,1
Arts, spectacles et loisirs	249,9	251,4	250,5	-0,9	0,6	-0,3	0,2
Services d'hébergement et de restauration	1 127,4	1 161,4	1 152,9	-8,5	25,5	-0,7	2,3
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	523,5	531,6	528,8	-2,8	5,3	-0,5	1,0
Administrations publiques	1 048,9	1 047,6	1 049,1	1,5	0,2	0,1	0,0
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	212,8	214,9	215,4	0,5	2,6	0,2	1,2
Île-du-Prince-Édouard	63,5	64,1	62,7	-1,4	-0,8	-2,1	-1,2
Nouvelle-Écosse	403,1	400,5	399,4	-1,1	-3,7	-0,3	-0,9
Nouveau-Brunswick	311,4	307,7	305,5	-2,2	-5,9	-0,7	-1,9
Québec	3 491,4	3 477,6	3 472,5	-5,1	-18,9	-0,1	-0,5
Ontario	5 831,2	5 880,4	5 871,3	-9,1	40,1	-0,2	0,7
Manitoba	577,1	592,7	581,7	-11,0	4,6	-1,9	0,8
Saskatchewan	473,0	479,3	480,1	0,8	7,1	0,2	1,5
Alberta	1 954,1	2 012,8	2 014,7	1,9	60,6	0,1	3,1
Colombie-Britannique	1 960,2	1 994,3	1 994,1	-0,2	33,9	0,0	1,7
Yukon	21,0	20,9	20,8	-0,1	-0,2	-0,8	-1,1
Territoires du Nord-Ouest	28,6	27,9	27,6	-0,3	-1,0	-1,3	-3,4
Nunavut	11,7	11,7	11,7	0,0	0,0	-0,3	-0,2

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 281-0063.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 281-0023, 281-0024, 281-0026, 281-0027, 281-0029, 281-0030, 281-0032, 281-0033, 281-0035 à 281-0039, 281-0041 à 281-0049 et 281-0063.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Il est possible de consulter un [tableau de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Les données de décembre 2013 sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 27 février.

Il est possible d'obtenir plus d'information en ligne sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G)*, à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jeannine Usalcas au 613-951-4720 (jeannine.usalcas@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Services de restauration et débits de boissons, novembre 2013

En novembre, les ventes de l'industrie des services de restauration et des débits de boissons ont augmenté légèrement de 0,1 % par rapport à octobre, pour s'établir à 4,7 milliards de dollars. Au cours de la même période, l'indice des prix des aliments achetés au restaurant était relativement stable.

En novembre, deux des quatre secteurs ont affiché une hausse de leurs ventes par rapport à octobre, soit les établissements de restauration à service restreint (+0,4 %) et les débits de boissons (+0,8 %).

Les ventes du secteur des restaurants à service complet ont baissé légèrement de 0,2 % et les ventes étaient inchangées dans le secteur des services de restauration spéciaux, qui comprend les services de restauration contractuels, les traiteurs et les cantines et comptoirs mobiles.

Les ventes ont augmenté dans six provinces en novembre. La plus forte hausse a été observée à l'Île-du-Prince-Édouard (+2,5 %). La hausse d'un mois à l'autre enregistrée en Saskatchewan (+1,4 %) est en partie attribuable à la tenue de l'événement de la 101^e Coupe Grey à Regina.

Tableau 1
Services de restauration et débits de boissons – Données désaisonnalisées

	Novembre 2012	Août 2013 ^r	Septembre 2013 ^r	Octobre 2013 ^r	Novembre 2013 ^p	Octobre à novembre 2013	Novembre 2012 à novembre 2013
	milliers de dollars					variation en %	
Ventes totales des services de restauration	4 447 628	4 648 524	4 621 423	4 670 196	4 676 481	0,1	5,1
Restaurants à service complet	1 917 110	2 021 011	1 994 623	2 003 735	1 999 410	-0,2	4,3
Établissements de restauration à service restreint	1 955 686	2 038 227	2 042 919	2 073 001	2 082 168	0,4	6,5
Services de restauration spéciaux	376 721	392 407	390 138	399 392	399 282	0,0	6,0
Débits de boissons	198 111	196 879	193 743	194 068	195 622	0,8	-1,3
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	63 756	67 342	67 528	69 759	70 424	1,0	10,5
Île-du-Prince-Édouard	17 003	16 719	16 670	16 908	17 330	2,5	1,9
Nouvelle-Écosse	111 099	112 356	112 298	112 729	112 452	-0,2	1,2
Nouveau-Brunswick	82 841	82 647	83 056	83 512	83 567	0,1	0,9
Québec	872 790	904 547	883 234	892 229	891 658	-0,1	2,2
Ontario	1 711 536	1 774 299	1 765 780	1 783 026	1 782 332	0,0	4,1
Manitoba	125 275	137 144	134 580	137 855	138 399	0,4	10,5
Saskatchewan	138 442	145 775	146 598	148 734	150 782	1,4	8,9
Alberta	650 705	689 197	697 497	704 937	704 577	-0,1	8,3
Colombie-Britannique	660 068	704 218	701 378	706 972	711 003	0,6	7,7
Yukon	5 035	5 379	5 097	5 360	F	F	F
Territoires du Nord-Ouest	7 859	6 979	6 531	7 036	F	F	F
Nunavut	1 218	1 922	1 175	1 138	F	F	F

^r révisé

^p provisoire

F trop peu fiable pour être publié

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Note aux lecteurs

Toutes les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et exprimées en dollars courants. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, consultez le document intitulé La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques.

Les données désaisonnalisées sont révisées pour les trois mois précédents. Les données sont aussi révisées annuellement. Les révisions améliorent la qualité et la cohérence des données et sont basées sur des renseignements qui ne sont pas accessibles au moment de l'estimation initiale.

Données offertes dans CANSIM : tableau 355-0006.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2419.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Carey Olineck au 613-951-1984 (carey.olineck@statcan.gc.ca), Division des industries de service.

L'économie souterraine au Canada, 2011

En 2011, la valeur totale de l'activité économique souterraine correspondant à la borne supérieure était estimée à 40,9 milliards de dollars, ce qui équivaut à 2,3 % du produit intérieur brut. Cette proportion, qui culminait à 2,6 % en 1994, a poursuivi une tendance à la baisse pour passer à 2,3 % en 2001, soit son taux actuel. Cette proportion est restée relativement stable dans la décennie qui a suivi.

L'économie souterraine peut être définie comme étant un ensemble d'activités économiques de marché, soit légales, soit illégales, qui échappent aux mesures en raison de leur nature cachée, illégale ou non officielle. Dans cette étude, certaines activités illégales (comme la distribution et la vente de narcotiques et la prostitution) ont été exclues.

En 2011, les quatre industries arrivant en tête de liste au chapitre des activités économiques souterraines étaient les suivantes : construction (28 %); finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et sociétés de portefeuille (13 %); commerce de détail (12 %); hébergement et services de restauration (12 %). Près de 65 % du total de la valeur ajoutée qui est associée à l'économie souterraine provenaient de ces quatre secteurs.

Environ 65 % des activités économiques souterraines étaient associées aux dépenses de consommation finale des ménages en 2011, 28 %, à la formation brute de capital fixe des entreprises, et 7 %, aux exportations nettes (exportations moins importations). Les activités économiques souterraines associées aux dépenses de consommation finale des ménages pourraient avoir atteint 1 948 \$ par ménage en 2011. Les cinq principales catégories à cet égard sont les suivantes : services de restauration et débits de boissons (405 \$ par ménage); loyers payés pour le logement (369 \$ par ménage); tabac (154 \$ par ménage); boissons alcoolisées (142 \$ par ménage); aliments (113 \$ par ménage).

Le secteur des ménages a reçu plus de 48 % de tous les revenus découlant de l'activité économique souterraine sous la forme de salaires et de pourboires. Les sociétés venaient au deuxième rang (28 %), suivies des entreprises non constituées en société (24 %). Le total estimatif, à la borne supérieure, des salaires au noir et des pourboires non déclarés en 2011 a été de 19,7 milliards de dollars, ce qui équivaut à 2,2 % des estimations publiées de la rémunération des employés, et à 1 406 \$ par emploi dans le secteur des entreprises en 2011.

Note aux lecteurs

Cette étude produit des statistiques sur l'économie souterraine au Canada. La présente mise à jour comprend des données révisées pour la période allant de 1992 à 2009, ainsi que de nouvelles données pour les années de référence 2010 et 2011.

Elle présente des estimations de l'économie souterraine selon chacune des trois mesures du produit intérieur brut (PIB) — c'est-à-dire selon les revenus, les dépenses et l'industrie. L'étude comprend aussi une estimation de l'activité économique souterraine sans l'effet de l'inflation.

Dans la présente mise à jour, les estimations de l'économie souterraine sont complètement intégrées au cadre révisé du Système de comptabilité nationale du Canada.

Le lecteur doit faire preuve de prudence dans l'interprétation des résultats de l'étude. D'abord, les estimations présentées correspondent aux bornes supérieures, comme recommandé dans le manuel de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la mesure de l'économie non observée. De manière à déterminer ces bornes, des hypothèses ont été formulées en vue d'estimer l'ampleur maximale que pourraient atteindre les activités souterraines en sus de la portion déjà incluse dans le calcul du PIB selon les méthodes classiques. Ensuite, en raison de la nature même des activités souterraines, il est difficile d'obtenir des renseignements à leur sujet, de sorte que les estimations doivent forcément reposer sur des hypothèses, sur des données indicatives incertaines et sur différentes méthodes de mesure indirecte. Enfin, le PIB officiel comporte déjà certains ajustements implicites ou explicites au titre de l'activité économique souterraine. Tout cela fait en sorte qu'il n'est pas possible de simplement ajouter les estimations calculées dans cette étude au PIB officiel pour obtenir une mesure du PIB englobant l'activité économique souterraine. Par conséquent, ces estimations sont probablement moins exactes ou moins fiables que d'autres estimations des comptes économiques canadiens.

Le module *Système des comptes macroéconomiques*, accessible sous l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leur structure.

Le document « L'économie souterraine au Canada, 1992 à 2011 » est maintenant offert dans la collection *Comptes des revenus et dépenses, série technique (13-604-M)*, accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, octobre 2013

En octobre, 133 aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne ont rapporté 52 924 mouvements (décollages et atterrissages). Les aéroports les plus actifs ont été Barrie–Orillia–Lake Simcoe Regional, Ontario (2 716 mouvements) et Goose Bay, Terre-Neuve-et-Labrador (2 664 mouvements).

Note aux lecteurs

Les données d'octobre 2012 ont été révisées.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 401-0021 et 401-0022.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.

Le numéro d'octobre 2013 de la publication *Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne (TP 141) (51-008-X)* est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Ce rapport, qui présente des statistiques mensuelles pour les aéroports canadiens sans tours de contrôle de la circulation aérienne ou de stations d'information de vol de NAV CANADA, est une publication diffusée conjointement par Statistique Canada et Transports Canada.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, décembre 2013

Il est maintenant possible de consulter les données de décembre sur la laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2110.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Étude longitudinale et internationale des adultes, 2012

Les données de 2012 de la première vague de l'Étude longitudinale et internationale des adultes sont maintenant offertes.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5144.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Comptes des revenus et dépenses, série technique : « L'économie souterraine au Canada, 1992 à 2011 », n° 73

Numéro au catalogue 13-604-M2014073 (HTML | PDF)

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne (TP 141), octobre 2013

Numéro au catalogue 51-008-X (HTML | PDF)



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>